

Le 1er décembre est la Journée mondiale du SIDA, décembre 2 est la Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage, le 3 décembre, c'est la Journée internationale des personnes handicapées, le 5 décembre, c'est la Journée internationale des volontaires pour le développement économique et social, le 9 décembre, c'est la Journée internationale de lutte contre la corruption, le 10 décembre est la Journée des droits de l'homme, le 18 décembre est la Journée internationale des migrants, le 20 décembre est la Journée internationale de la solidarité humaine

Nouvelles de novembre 2012

Compilé par Trudy Huskamp Peterson, présidente, HRWG

Cet article est le quatrième d'une série de brèves discussions sur les principes d'accès aux archives adoptés par le Conseil international des archives lors de son assemblée générale annuelle en août 2012.

3. Les institutions d'archives ont une attitude proactive en ce qui concerne l'accès aux archives.

Les archivistes ont la responsabilité professionnelle de promouvoir l'accès aux archives. Ils communiquent des informations sur les archives par de nombreux moyens dont l'Internet, des publications sur papier et en ligne, des programmes publics, les médias commerciaux et des activités de formation et de sensibilisation. Ils sont sans cesse attentifs à l'évolution des technologies de communication et utilisent celles qui sont disponibles et pratiques pour promouvoir la connaissance des archives. Ils coopèrent avec d'autres services d'archives pour élaborer des index de localisation, des guides, des portails et des points d'accès pour aider les usagers à trouver les documents qu'ils recherchent. Ils communiquent de façon proactive les parties des fonds qui ont un grand intérêt pour le public à travers des publications, la numérisation, des informations sur le site internet ou en contribuant à des projets externes de publication. Les archivistes prennent en compte les besoins des usagers lorsqu'ils décident comment les archives sont publiées.

Dans le film "Field of Dreams" [intitulé en français "Jusqu'au bout du rêve"] de 1989, un agriculteur marchant dans son champ de maïs entend une voix qui lui dit: "Si tu le construis, il viendra". Il interprète cela comme signifiant qu'il doit construire un terrain de baseball, et à la fin du film, des centaines de personnes viennent voir un match de baseball. Dans le domaine des

archives, certains d'entre nous le croient aussi : si nous construisons des dépôts pour nos collections, les chercheurs viendront naturellement à nous pour chercher des preuves et des informations car les archives sont manifestement utiles, des sources fiables évidentes, et gérées par des archivistes vertueux dans une institution digne de confiance. Et pourtant, ce n'est pas comme cela que les archives sont perçues par les nombreux non-archivistes: logées dans des édifices monumentaux interdit d'accès, ou cachées dans les sous-sols, avec des instruments de recherche contenant peu d'informations ou du jargon d'initiés, avec des critères peu clairs ou compliqués pour utiliser les archives et des frais coûteux pour faire des copies. Créer une harmonie entre ces deux images revient à travailler plus que pour de simples relations publiques : elle doit faire en sorte que les gens qui ont besoin de l'information dans les archives sachent qu'ils peuvent avoir accès à elle, une clarification d'autant plus importante lorsque l'information est nécessaire pour défendre les droits humains ou affirmer que les droits ont été violés.

Voici deux exemples contrastés d'une approche proactive.

L'«événement de Hillsborough» est une émeute qui a eu lieu dans un stade de football de Sheffield, en Angleterre en 1989, dans lequel 96 personnes sont mortes. En 2010, le gouvernement du Royaume-Uni a créé le Groupe d'experts indépendants de Hillsborough pour examiner les circonstances et les conséquences de la catastrophe. En 2012, le Groupe a publié son rapport, mettant en ligne des descriptions et des images numériques des documents détenus par les 85 organisations (du secteur public et privé) et des personnes qui sont liées à la catastrophe. Le Groupe s'attendait à ce que les organisations qui détiennent les documents les organisent et les décrivent avant de les donner à la commission, mais dans la plupart des cas, cela ne s'est pas produit. En fin de compte "une équipe d'archivistes travaillant avec le Groupe d'experts" a organisé les matériaux et les a décrits en utilisant les éléments de base de la Norme internationale pour la description archivistique (ISAD-G). Cette collection, la description et la publication en ligne sont un excellent exemple de l'approche archivistique pro-active pour donner au public intéressé l'accès aux documents pertinents.

Dans un cas démontrant les problèmes causés par l'absence d'une approche pro-active, la Roumanie, comme de nombreux pays d'Europe de l'Est, est aux prises avec la question de la restitution aux anciens propriétaires des biens confisqués par le régime communiste après la Seconde Guerre mondiale. En été 2012, *Balkan Insight* a indiqué que seulement environ 11 pour cent des revendications de propriété en Roumanie ont été résolues et "certaines propriétés ont été données illégalement à des gens qui ont contrefait des documents de propriété ou des documents de succession", car "les documents des véritables propriétaires de biens expropriés par les communistes sont entassés dans les archives de l'Agence de restitution des biens". Sans un effort pour organiser efficacement et décrire, et rendre les dossiers disponibles, les gens sont privés de la possibilité de faire avancer une demande de restitution.

Le Principe 3 le précise, les archivistes doivent tenir compte de l'utilisateur au moment de décider du type d'ouverture à entreprendre pour le public. La solution du Royaume-Uni fonctionne bien avec une population qui a facilement accès à l'Internet; cela fonctionnerait moins bien pour atteindre les personnes qui vivent dans les trois quarts des pays du monde, où, en moyenne, seulement 25% de la population a accès à Internet (voir "Internet World Stats")

<http://www.internetworldstats.com/top25.htm>). Une seule approche ne convient pas à tous, mais il y en a toujours une qui peut et doit être appliquée.

Nouvelles HRWG News. Lors d'une session de formation internationale organisée par les Archives de France, Perrine Canavaggio a présenté une conférence intitulée "Le groupe *Archives et droits de l'Homme* du Conseil international des Archives: Une décennie de réalisations internationales."

Nouvelles internationales.

TPIY/Bosnie/Croatie. Dans le cadre des efforts déployés par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) afin d'encourager le dialogue sur son patrimoine en ex-Yougoslavie, le TPIY a organisé deux conférences en novembre, une en Bosnie/Herzégovine et une en Croatie. Les groupes ont discuté de l'importance des archives du Tribunal et de leur utilisation dans le processus de justice transitionnelle dans la région, du futur emplacement des archives, de la création de centres d'information, de la protection, de l'accessibilité et de la sensibilisation. Lors de la conférence à Sarajevo, le vice-président du TPIY "a exprimé son espoir que les décisions, les preuves et les archives du Tribunal aideraient la société bosniaque sur son chemin vers un avenir meilleur", a rapporté *BIRN*. Merci à Tobias Affolter pour les informations sur les conférences. http://www.balkaninsight.com/en/article/hague-tribunal-discusses-past-and-future?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=f7716b10f2-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email; http://www.balkaninsight.com/en/article/croatia-discusses-hague-tribunal-legacy?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=84054cd488-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email; <http://www.icty.org/sid/11120>; <http://archivesproject.swisspeace.ch/news/current-singleview/article/legacy-of-the-icty-in-the-former-yugoslavia/>

TPIY/Croatie/Serbie. La Chambre d'appel du TPIY a annulé les condamnations de deux généraux croates, Ante Gotovina et Mladen Markac, liées à leur participation à l'opération Tempête, une opération militaire menée par les forces croates qui ont mis la région de Krajina sous contrôle serbe en 1995. Suite à l'annonce du changement de verdict, le Bureau du Procureur du tribunal pénal de Serbie a demandé au TPIY de fournir "tous les documents et témoignages des dossiers judiciaires de Ante Gotovina et d'autres qui portent des informations sur les crimes de guerre commis pendant et après l'action à grande échelle réalisée par les militaires croates et les forces de police, baptisée Opération Tempête". Le procureur en chef du TPIY a annoncé que "tous les documents et éléments de preuve que le Procureur du TPIY a réunis dans l'affaire Gotovina et Markac seront transmis aux juridictions nationales de Serbie et de Croatie, sur demande". Pour le communiqué de presse du Bureau du Procureur du tribunal pénal de Serbie, voir

http://www.tuzilastvorz.org.rs/html_trz/VESTI_SAOPSTENJA_2012/VS_2012_11_25_ENG.pdf. Pour la promesse de coopération par le procureur général du TPIY, voir <http://www.balkaninsight.com/en/article/serbia-to-prosecute-crimes-committed-in-storm>

Bosnie/Croatie. La Chambre des crimes de guerre de la Cour de Bosnie-Herzégovine a entendu le témoignage d'un témoin expert dans le procès de Zulfikar Alispago, qui est accusé de crimes de guerre dans le village croate de Trusina. Le témoin a dit qu'il a analysé les documents afin de déterminer la responsabilité d'Alispago et a conclu que, bien que "Alispago n'ait pas été présent à Trusina" lors de l'attaque sur le village, "il était obligé de recueillir des données et d'informer ses supérieurs". Les documents disponibles, qui ne semblent pas avoir inclus les rapports d'Alispago à ses superviseurs, n'ont pas permis à l'expert de déterminer qui a donné des ordres à l'équipe "Zulfikar" dans le village. http://www.balkaninsight.com/en/article/expert-witness-speaks-about-trusina-responsibility?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=6440d07518-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email

Allemagne/Russie. Lors du 70^e anniversaire de la création par l'URSS d'une Commission d'État extraordinaire pour enquêter sur les crimes commis par les troupes hitlériennes sur le territoire de l'URSS, *The Voice of Russia* a publié un essai sur les "60'000 documents d'enquête de la Commission sur la guerre, conservés aux Archives d'État de la Fédération de Russie". Certains des "documents, photos et films documentaires" avaient ensuite été utilisés comme preuve au procès de Nuremberg. http://english.ruvr.ru/2012_11_01/60-000-war-documents-kept-in-state-archive-of-Russian-Federation/

Irak/Liban/États-Unis. À la mi-novembre, l'Irak a libéré Ali Moussa Dakdouk, un membre du groupe militant du Hezbollah libanais, qui est soupçonné d'avoir été impliqué dans la formation de milices chiïtes en Irak pendant la guerre et d'avoir aidé à organiser le raid de janvier 2007 à Kerbala, qui a tué cinq militaires américains. Il a été capturé lors d'un raid à Bassorah en mars 2007, selon le *New York Times*, et "un disque dur récupéré sur le site contenait des documents sur la planification du raid de Karbala et même des copies scannées du contenu du portefeuille de l'un des les Américains tués dans l'attaque".
<http://www.politico.com/news/stories/1112/83987.html>;
<http://www.nytimes.com/2012/11/12/world/middleeast/us-fears-hezbollah-operative-held-in-iraq-may-go-free.html>

Israël/Palestine/Tunisie. De nombreux médias ont signalé qu'Israël a reconnu avoir tué un adjoint du défunt leader palestinien Yasser Arafat lors d'un raid en Tunisie en 1988. La censure de l'armée israélienne a permis au quotidien *Yediot Aharonot* de publier l'information, 12 ans après que le journal avait obtenu les renseignements et avait interviewé le membre du commando (lui-même décédé en 2000), qui a déclaré au journal avoir tiré le coup fatal.
<http://www.guardian.co.uk/world/2012/nov/01/israel-acknowledges-killing-palestinian-deputy>

Kosovo/Monténégro. Le Monténégro et le Kosovo ont entamé le processus formel de démarcation de la frontière entre eux, un sujet de grande préoccupation pour les gens qui vivent ou possèdent des biens dans la zone frontalière. Selon *BIRN*, "Le guide pour le groupe de travail conjoint, chargé de l'identification des lignes frontalières et la préparation des documents de frontières, doit également être préparé." Les archives nationales des deux pays doivent veiller à ce que les dossiers de l'enquête de travail et de l'accord de délimitation finale soient acquis et conservés dès que le tracé définitif sera terminé.
<http://www.balkaninsight.com/en/article/montenegro-launches-border-demarcation-with->

[kosovo?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=84054cd488-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email](http://www.kosovo?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=84054cd488-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email)

Nouvelles nationales.

Australie. Les Archives nationales ont ordonné un "gel des éliminations" sur tous les dossiers des agences du gouvernement du Commonwealth qui pourraient être utiles à l'enquête en cours lancée par la Commission royale d'enquête sur les réponses données par les institutions aux sévices sexuels sur les enfant dans les institutions religieuses, communautaires et étatiques. Les documents pertinents détenus par des institutions privées et publiques doivent aussi être gelés jusqu'à ce que l'enquête soit terminée. <http://www.heraldsun.com.au/news/breaking-news/dont-destroy-abuse-records-police-urged/story-e6frf7kf-1226518233159>;
<http://news.ninemsn.com.au/national/2012/11/23/20/00/national-archives-to-keep-abuse-docs>

Canada. Dernier acte du drame de longue durée sur la tenue des registres de propriété des armes à feu, les archives du Federal Gun Registry ont été détruites durant la fête d'Halloween. Les partisans de la destruction soutiennent le droit à la vie privée (des informations sur des biens personnels) et savent le droit de savoir (qui, dans la communauté, possède des armes mortelles). <http://www.dunnvillechronicle.com/2012/11/01/gun-registry-records-destroyed>

Chine. Un homme d'affaires nommé Fan Jianchuan a ouvert six musées sur la Révolution culturelle, couvrant une période de dix ans à partir de 1966. Fan affirme qu'il a six entrepôts contenant des objets de la période, selon un article paru dans *Art Daily*, dont "plus de 100 tonnes de documents dont 20'000 journaux". "Des lettres exposées dans l'un des musées racontent l'histoire d'un acteur chinois qui s'est suicidé en 1967, après avoir été longuement battu par les gardes rouges" ; mais Fan a déclaré au journal qu'il était réticent à « exposer des éléments mettant en cause ses concitoyens dans les crimes violents», par "respect pour leur vie privée" », ajoutant, «Je ne peux pas trop parler de ces questions, elles pourraient m'apporter toutes sortes de problèmes. Par-dessus tout, je dois préserver ma collection». http://artdaily.com/index.asp?int_sec=2&int_new=58732#.UJe1PYaVySp

Dans un essai publié par le *New York Times*, Yang Jisheng, rédacteur en chef adjoint de la revue historique *Yanhuang Chunqiu*, décrit ses efforts pour comprendre comment s'est passée la Grande Famine qui a tué environ 36 millions de personnes entre 1958 et 1962, et pourquoi. Il écrit: «Dans les années 1990, j'ai visité plus d'une douzaine de provinces, interviewé plus de cent témoins et recueilli des milliers de documents. Etant donné que la Grande Famine était un sujet tabou, j'ai pu obtenir l'accès aux archives uniquement sous le prétexte de "recherches sur les politiques agricoles" ou "d'étude sur la question de la nourriture"». http://www.nytimes.com/2012/11/14/opinion/chinas-great-shame.html?_r=0

Allemagne. Comme indiqué dans les Nouvelles HRWG d'octobre, la destruction par les services de sécurité des documents liés aux membres d'un groupe néo-nazi a provoqué un tollé. En novembre, un membre d'un comité parlementaire qui s'est penché sur la question a déclaré que le déchetage des documents a conduit à "une grave perte de confiance dans les agences de sécurité", a rapporté le *New York Times*. Un autre membre du Parlement, qui fait partie du comité

qui supervise les services de sécurité, a été cité comme disant: "Nous ne parlons pas de deux pages ou même de 10 pages, mais de classeurs entiers remplis de documents. Nous ne voulons pas spéculer, mais l'hypothèse et la crainte nous font croire qu'il y avait quelque chose dans ces dossiers que nous n'étions pas censés connaître."

<http://www.nytimes.com/2012/11/09/world/europe/german-woman-charged-in-neo-nazi-crime-rampage.html?pagewanted=all>

Irak. *American Libraries* a publié un article sur la lutte continue pour reconstruire les institutions éducatives et culturelles de l'Irak. La Bibliothèque nationale et les Archives (BNA) sont situées en face du siège principal de l'armée irakienne, et les employés de l'institution "ont été particulièrement vulnérables aux attaques des insurgés", selon Saad Eskander, le directeur de la BNA. "Ces attaques touchent également la vie de certains de mes collaborateurs . . . leurs fils, frères ou sœurs ont été blessés. Le siège de l'armée a été attaqué deux fois violemment par des terroristes en 2011. Nous étions pris au piège, incapable d'évacuer notre immeuble pendant plus de quatre heures". <http://americanlibrariesmagazine.org/features/11282012/terror-has-not-withdrawn-daily-life-librarians-iraq>

Mexique. Le Procureur général du Mexique a compilé une liste de plus de 25'000 personnes qui ont disparu au cours des six dernières années, a rapporté le *Washington Post*. La liste, basée sur "des ensembles de données soumis par les procureurs de l'État et approuvés par le gouvernement fédéral, mais jamais rendus public", a été divulguée à la presse "par les fonctionnaires du gouvernement frustrés par ce qu'ils décrivent comme un manque de transparence officielle et l'échec des organismes gouvernementaux à enquêter sur les cas". La liste représente une première étape dans la création d'une base de données nationale des personnes disparues, mais *Human Rights Watch* l'a appelée un "effort boiteux", car elle contient des informations inexactes et incomplètes. http://www.washingtonpost.com/world/the_americas/mexicos-crime-wave-has-left-up-to-25000-missing-government-documents-show/2012/11/29/7ca4ee44-3a6a-11e2-9258-ac7c78d5c680_story.html

Myanmar. Les représentants du gouvernement mènent «une opération minutieuse de recensement visant à vérifier la citoyenneté » de musulmans Rohingyas vivant dans l'État de Rakhine, a rapporté une équipe de journalistes de *l'Associated Press*. Le conflit lié à la question de savoir qui se qualifie comme citoyen du Myanmar a entraîné la mort de près de 200 Rohingyas dans l'Etat de Rakhine au cours des cinq derniers mois, et 110'000 autres ont fui l'Etat. La législation du Myanmar affirme que toute personne dont les "ancêtres" ont vécu au Myanmar avant l'indépendance en 1948, « a le droit de demander la citoyenneté », mais l'article souligne que « la discrimination a fait qu'il est difficile d'obtenir des documents clés tels que des certificats de naissance ». La loi sur la citoyenneté du Myanmar, datant de 1982, a exclu les Rohingyas des 135 ethnies reconnues par la nation ; et les journalistes ont déclaré que les agents nationaux qu'ils ont vu remplir les formulaires d'enquête répertoriaient automatiquement les Rohingyas comme "Bengali" ou "Bengali/Islam," et non Rohingya. C'est une responsabilité essentielle pour les archives du Myanmar que de protéger les archives de ce recensement. http://www.washingtonpost.com/world/asia_pacific/ap-exclusive-myanmar-launches-operation-to-verify-citizenship-of-muslims-in-strife-torn-west/2012/11/30/a6256ea2-3abe-11e2-9258-ac7c78d5c680_story.html

Norvège. En juillet 2011, la vidéo des caméras de surveillance qui avait été installées dans et autour du siège du gouvernement de la Norvège a capté les images de la détonation de la voiture piégée postée par Anders Breivik. Le film a été montré lors du procès de Breivik, et en novembre il a été montré à la chaîne publique NRK de la télévision norvégienne, a rapporté le *Huffington Post*. Les vidéos des caméras de surveillance représentent une documentation utile pour de nombreux types de cas, y compris les droits de l'homme.

http://www.huffingtonpost.com/2012/11/26/anders-breivik-video_n_2192220.html?view=screen

Rwanda. Les archives des tribunaux Gacaca, le système de justice communautaire employé au lendemain du génocide, sont en péril, selon les législateurs de l'Unité du Rwanda et du Comité des droits de l'homme, et suivant ce qu'a rapporté le *The New Times*. Les dossiers Gacaca (18'000 boîtes, contenant des papiers et des vidéos sur 1.9 millions de cas) sont stockés dans un immeuble au quartier général de la police nationale. Le bâtiment n'est pas étanche, les étagères sont insuffisantes et selon un "responsable de la police", "même si vous stockez des haricots ici, ils seraient détruits en moins d'une semaine à cause de l'humidité". Merci à James Simon d'avoir transmis cet article alarmant. <http://www.newtimes.co.rw/news/index.php?i=15183&a=60936>

Serbie. Lors d'une table ronde qui s'est tenue au Centre de Belgrade pour la décontamination culturelle, un professeur d'université qui était auparavant officier de police a déclaré que le rôle de l'armée fédérale de la Serbie, la JNA, pendant les guerres des Balkans "ne peut être interprété aussi longtemps que les archives de l'armée restent un secret d'Etat", a rapporté *BIRN*. Se faisant l'écho du professeur, un réalisateur de Belgrade a fait valoir que "les archives secrètes de la JNA sont l'une des principales raisons pour lesquelles ses membres n'ont pas été poursuivis pour crimes de guerre devant les tribunaux nationaux." <http://www.balkaninsight.com/en/article/role-of-jna-in-the-1990s-wars-still-remains-unclear>

Afrique du Sud. À la Conférence internationale sur les archives de la Libération, le Conseil national du patrimoine a exhorté les Sud-Africains à travers le monde à « présenter des documents d'archives historiques sur la lutte de libération ». Le premier ministre de l'Eastern Cape a déclaré: « Le travail d'archivage de l'histoire de la lutte pour la libération n'a jamais été aussi urgent, car nous courons le risque d'avoir une histoire déformée transmise à nos enfants, si ce n'est pas déjà le cas », et la présidente du Congrès national africain a fait valoir, « qu'en racontant et en documentant l'histoire non diluée pour la lutte de libération, nous cherchons à trouver le pardon sur la base duquel la guérison peut naturellement s'écouler ».

<http://www.dispatch.co.za/nhc-to-take-stock-of-liberation-struggle-heritage/>

Corée du Sud. Cinq réacteurs nucléaires ont été trouvés ayant de faux certificats de sécurité, et deux ont été fermés. Des milliers de pièces sont actuellement inspectées, avec en fond la crainte croissante de la qualité de l'énergie nucléaire pour la sécurité publique, ont rapporté *Al Jazeera* et d'autres médias. <http://www.aljazeera.com/news/asia-pacific/2012/11/201211964328912793.html>

Suède. Encore une bonne démonstration de l'importance des dossiers d'affaires pour les droits de l'homme : Ikea a annoncé qu'un rapport qu'il a commandité aux vérificateurs Ernst & Young a constaté qu'Ikea a "sciemment bénéficié du travail forcé dans l'ex-Allemagne de l'Est pour fabriquer certains de ses produits dans les années 1980", a rapporté le *New York Times*. Les

enquêteurs auraient examiné "20'000 pages de documents internes d'Ikea, ainsi que 80'000 pages d'archives du gouvernement fédéral et des archives de l'Etat". Le groupe victime de l'Allemagne de l'Est, la DDR-Opfer-Hilfe a critiqué le rapport, notant que Ernst & Young n'a pas d'expérience académique dans la recherche sur les dictatures.

<http://www.nytimes.com/2012/11/17/business/global/ikea-to-report-on-allegations-of-using-forced-labor-during-cold-war.html>

Royaume-Uni. Le Premier ministre, David Cameron, a nommé un enquêteur indépendant pour déterminer si les précédentes enquêtes sur la maltraitance des enfants dans le nord du Pays de Galles dans les années 1970 et 1980 avaient été approfondies. Les allégations de mauvais traitements impliquaient près de 40 foyers pour enfants. Une enquête commandée par le Conseil du comté de Clwyd a fait un rapport en 1994, mais il n'a jamais été publié et, apparemment, les enquêteurs se sont vu refuser l'accès aux documents pertinents. Une deuxième enquête, ordonnée par le gouvernement britannique, a commencé en 1996 et a émis un rapport en 2000, mais on la soupçonne également de ne pas avoir eu accès à toutes les preuves disponibles. L'accès aux documents des deux enquêtes précédentes, qu'ils soient dans un dépôt d'archives ou autre, sera important pour la nouvelle révision. <http://www.bbc.co.uk/news/uk-20204687>;
<http://www.independent.co.uk/news/uk/crime/the-jillings-report-how-the-truth-about-north-wales-child-abuse-scandal-was-suppressed-8303903.html>

États-Unis. Pfizer Inc., qui se nomme elle-même la plus grande société pharmaceutique axée sur la recherche dans le monde, est poursuivie en justice par des investisseurs de la société, qui accusent Pfizer de faire des déclarations trompeuses au sujet de la sécurité de deux de ses médicaments contre l'arthrite, le Celebrex et Bestra. Selon *Bloomberg.com*, les avocats des plaignants disent que Pfizer "a détruit des documents sur le développement" de ces médicaments et a, à l'origine, nié "l'existence de bases de données électroniques contenant des millions de fichiers sur les médicaments". Pfizer a riposté qu'il a remis aux demandeurs "plus de 60 millions de documents" et ne les a pas induits en erreur sur la pertinence du matériel stocké électroniquement. <http://www.bloomberg.com/news/2012-11-21/pfizer-destroyed-arthritis-drugs-files-investors-claim.html>

Deux articles distincts soulignent les problèmes complexes qui se posent à l'utilisation des dossiers médicaux numériques. Le premier article parle d'une femme qui a un dispositif implanté dans son cœur qui enregistre et stocke les données sur son rythme cardiaque, les télécharge sans fil et les envoie à Medtronic, l'entreprise qui a fabriqué l'implant. La femme peut obtenir les données uniquement à travers son médecin. Medtronic déclare que les règles fédérales disent qu'il ne peut fournir les données qu'aux médecins et aux hôpitaux, mais pas aux patients. Le *Wall Street Journal* a cité la femme qui déclare: « Ceci est de l'information sur ma santé. Ils la recueillent de ma poitrine », et elle veut les recevoir directement, sans passer par un professionnel de la santé. En même temps, un « dirigeant de Medtronic » appelle ce type de données "la monnaie de l'avenir". Medtronic "envisage de vendre les données aux systèmes de santé et aux assureurs qui pourraient les utiliser pour prédire les maladies et éventuellement réduire leurs coûts".

<http://online.wsj.com/article/SB10001424052970203937004578078820874744076.html?mod=I>
[TP_pageone_0](#)

Le second article, de *Tampa Bay Online*, a indiqué qu'en Floride la création d'un échange électronique de dossiers médicaux "a intensifié les tensions entre les hôpitaux et les médecins locaux, qui tous deux veulent garder un contrôle de l'information sur la santé du patient". Un médecin, qui appartient à un groupe "pour un échange profitable des documents", s'inquiète que le contrôle des dossiers s'éloigne des médecins, disant que: « À la fin de la journée, nous parlerons d'une salle virtuelle de dossiers. Ça vient, c'est inévitable. Nous essayons de gérer le tsunami ». Les entreprises à but lucratif « pullulent » dans le secteur des technologies de l'information de la santé, où il « pourrait y avoir un marché pour la vente de groupes de données agrégées de patients aux compagnies d'assurance, aux employeurs, et même aux compagnies de recherche médicale qui tentent de décider quel nouveau médicament ou dispositif serait un succès de vente ». Un défenseur des droits du patient à la confidentialité a déclaré que la transition des dossiers médicaux vers l'électronique est en train de transformer l'industrie des soins de santé en une « économie de la surveillance ». « Ils vont le faire, pardieu, que les patients le veuillent ou non, parce qu'ils veulent l'argent », a-t-elle déclaré. Elle a exhorté les patients à télécharger les données sur eux-mêmes et à s'assurer qu'elles sont précises : « Alors à ce stade, vous n'avez plus besoin d'appartenir à un échange d'information sur la santé. Vous pouvez garder vos maudits dossiers ». <http://www2.tbo.com/lifestyles/health-4-you/2012/nov/18/millions-at-stake-with-digital-medical-record-hurd-ar-568903/>

Pro Publica a publié un rapport d'enquête majeur qui a révélé que les archives de terrain de l'armée américaine "de la guerre en Irak et en Afghanistan, nécessaires pour documenter les blessures au combat, les réclamations d'invalidité, et la simple histoire des deux guerres, n'ont jamais été conservées, ont été détruites ou ne peuvent tout simplement pas être trouvées." <http://www.propublica.org/article/lost-to-history-missing-war-records-complicate-benefit-claims-by-veterans>. Pour un suivi sur la série de questions et réponses sur l'événement, voir <http://gantdaily.com/2012/11/15/how-did-military-units-lose-combat-records-in-war-on-terror/>

Des courriels obtenus par *l'Associated Press* de la part du ministère de la Défense grâce à la loi Freedom of Information Act ont fourni quelques détails sur l'enterrement en mer d'Oussama ben Laden. Cependant, le Département de la Défense a déclaré qu'il ne pouvait pas localiser les "photographies ou les vidéos prises pendant le raid" ou un "certificat de décès, un rapport d'autopsie ou des résultats de tests d'identification par ADN pour Ben Laden." Le journal a annoncé qu'il va faire appel à cette réponse. <http://abcnews.go.com/Politics/wireStory/internal-emails-offer-details-bin-laden-burial-17781127>

Aux Etats-Unis, le scandale du mois a concerné une relation extra-conjugale entre le chef de l'Agence centrale de renseignement et sa biographe. Pour un compte rendu des messages électroniques et des technologies qui ont été utilisés pour découvrir l'affaire, voir *The Atlantic* : «La localisation de données emails a conduit à la découverte de l'affaire Petraeus » <http://www.theatlantic.com/technology/archive/2012/11/how-gmails-location-data-outed-petraeus/265093/>

Caroline du Sud. L'Etat a annoncé que lors d'une cyber-attaque, 3.8 millions de numéros de sécurité sociale, 387'000 numéros de cartes de crédit et de débit, et des informations sur 1.9 millions de personnes à charge et près de 700'000 entreprises ont été volés entre août et octobre. Les pirates ont fait irruption dans le Département des Finances "par l'envoi aux fonctionnaires

d'Etat de spam en forme de courriel qui contenaient un lien incorporé. Si les employés cliquaient sur le lien, le logiciel était activé sur les ordinateurs et volait leurs noms d'utilisateur et mots de passe". Les pirates se sont ensuite connectés en tant qu'employés et ont pris les données, a rapporté le *New York Times*. http://www.nytimes.com/2012/11/21/us/more-details-of-south-carolina-hacking-episode.html?_r=0&gwh=35014EEAC3723B43AB6EC4D67636C8CD

Publications et annonces.

Les Archives nationales arméniennes ont publié *Le génocide arménien dans la Turquie ottomane: Témoignages des survivants*. Le livre en trois volumes comprend les témoignages de témoins des événements qui ont été recueillis par le Comité de Bakou de la Fédération révolutionnaire arménienne en 1916, ainsi que d'autres documents d'archives, cartes et photos, selon *Public Radio of Armenia*. <http://www.armradio.am/en/2012/11/28/armenian-national-archive-published-the-testimonies-of-genocide-survivors/>

Les Archives de l'histoire sud-africaine ont publié *Entre la vie et la mort: Histoires de John Vorster Square - Un guide pour les éducateurs* qui est téléchargeable gratuitement sur leur site internet. La publication est basée sur un DVD qui propose « une promenade virtuelle dans les cellules de la police du 10e étage du poste de police le plus célèbre de l'Afrique du Sud, où les forces de sécurité régnaient durant l'apartheid en Afrique du Sud » et inclut « des entretiens avec d'anciens détenus et la police de sécurité, ainsi que des photographies, des coupures de presse, des dessins et autres documents d'archives ». Pour acheter un exemplaire du guide et du DVD, e-mail info@saha.org.za.

* * * * *

Partagez l'information avec nous ! trudy@trudypeterson.com ou j.boel@UNESCO.org

Pour vous abonner au bulletin, entrez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez sur cet URL: http://www.unesco.org/archives/hrnews/hr3_042010.php

Les numéros précédents du bulletin se trouvent en ligne sur <http://www.ica.org/12315/hrwg-newsletter/list-of-hrwg-newsletters.html> et <http://128.121.10.98/coe/main.jsp?smd=2&nid=569829>

(traduction française : Cristina Bianchi)